



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTR
Renault
Rueil

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 14 janvier 2013

Ce n'est pas pour les intérêts du peuple malien, mais pour les trusts français qu'Hollande va-t-en guerre

Tous les mensonges nous sont servis pour justifier la guerre où Hollande vient de s'engager au Mali.

Une opération préparée depuis quelques mois par l'envoi de cadres militaires sur place depuis août et l'acheminement de matériel et d'avions sur les bases françaises des pays voisins.

Certes, les bandes armées islamistes qui ont pris le contrôle du nord du Mali, y exercent leurs pillages et leur dictature sur les populations. Mais étaient-elles vraiment à deux doigts de conquérir Bamako ? Le fait que l'armée française ait lancé, en même temps que cette opération, un raid en Somalie pour tenter de libérer un agent des services secrets français retenu en otage depuis 3 ans, montre que le calendrier était fixé d'avance. Hollande savait qu'avec son offensive au Nord-Mali il risquait la vie des otages français prisonniers dans la région ; il aurait donc bien aimé une auréole de libérateur d'otage, du moins en Somalie. Fiasco : l'otage est mort.

Mais le plus gros des mensonges est bien de prétendre que l'intervention française a pour but de sauver le peuple malien.

La France s'engage au Mali pour la perpétuation de sa main mise sur le pays et de sa position dominante dans les pays de l'Ouest africain et de Centre-Afrique : pour le coton, l'or, le bois... et l'uranium dont Areva exploite les gisements du Niger voisin et une société française explore des gisements maliens.

Cette guerre, qui a fait d'entrée des victimes civiles, pourrait bien se révéler longue, ruiner le pays plus qu'il ne l'est déjà. Qu'on en juge par ce qu'a apporté la guerre de Libye : un pays aujourd'hui en ruine, divisé, où règnent des bandes armées rivales, dominées en grande partie par des extrémistes religieux semblables à ceux que l'on se fait fort de combattre aujourd'hui au Mali.

On nous a montré à la télévision des manifestations de joie à Bamako de Maliens espérant en finir avec la division du pays, la ruine de l'économie, les pénuries, l'explosion des prix et les exodes de populations. On peut comprendre leurs espoirs, ou plutôt leurs illusions. Mais on a omis de nous montrer la manifestation de vendredi dernier, le jour même du début de la guerre, dans les rues de cette même ville de Bamako, de ceux qui disaient NON à l'intervention étrangère. Ils étaient moins nombreux, mais plus méfiants.

Ce n'est pas pour les intérêts du peuple malien que le gouvernement français a pris la tête de cette guerre. La situation catastrophique du Mali est en grande partie l'œuvre de la France, qui en pille depuis si longtemps les richesses. Tout en se payant le luxe de faire, en prime, travailler ici les immigrés maliens dans les travaux les plus durs, sans papiers et sans droits.

Non à l'intervention militaire française.

Les patrons reçoivent leurs étrennes, sans l'accord des travailleurs !

Alors que les vagues de licenciements se succèdent, les patrons se félicitent d'avoir signé un accord qui diminuerait leur « peur de l'embauche »... Ce que Hollande qualifie de « succès du dialogue social » est en fait une vraie machine de guerre contre les travailleurs.

L'accord vise à généraliser tous ces chantages à l'emploi déjà expérimentés dans différentes entreprises. Prétextant des difficultés économiques, les patrons pourront imposer à leurs salariés des

baisses de salaire, des fluctuations de la durée du travail et des mutations arbitraires. Une escroquerie légalisée qui leur permet de faire baisser les effectifs, sans même se soumettre aux quelques maigres conditions juridiques et financières d'un PSE.

La servilité des syndicats signataires est pitoyable et révoltante. La CGT et FO ont refusé de signer. Tant mieux car c'était la moindre des choses. Mais le vrai refus ne peut venir que d'une riposte collective de tous les travailleurs

Donnant-donnant : face tu perds, pile je gagne !

Jeudi 9 janvier, la dernière réunion de négociation sur les accords de compétitivité s'est attaquée au temps de travail. Dans la foulée du « contrat social de crise » qui vise à faire accepter une dégradation des salaires et des conditions de travail, l'objectif est d'« organiser l'activité sur la base de 35h de travail soit 1 603 annuelles sur la base d'un contrat donnant-donnant », selon la formule de la direction.

La réalité est plus claire : le but est d'augmenter en moyenne de 6,5% le temps de travail annuel pour gagner 65 millions. Comment ? En revenant sur les pauses pour allonger le travail journalier, en supprimant des jours de RTT, notamment le 11^e jour de RTT du personnel en équipe, en s'accaparant le CEF. De plus, la direction compte baisser la majoration des heures supplémentaires à 10 %, contre 25 % actuellement. Gagner sur nos salaires et sur notre temps de travail, c'est ça le gagnant-gagnant ?

Contre leur compétitivité, le débrayage

Contre les dernières mesures annoncées par la direction, les salariés Renault ont été nombreux à débrayer, notamment dans les usines où les rassemblements ont été plus forts qu'en décembre : Guyancourt (300 personnes), Lardy (110), Sandouville (400), Le Mans (300), Cléon (660), Flins (850).

Un bon début pour faire ravalier à Renault ses nouvelles attaques.

Des projets en poupées russes

La direction a de nouveau parlé de son projet de fermeture et de destruction partielle de la partie B du site d'ici début 2014. Dans ce projet, il y a un « avant projet » qui laisse en suspens l'avenir des locaux syndicaux, du CE, de la bibliothèque, de la passerelle, des salles de loisir, qui n'ont aucune raison d'être déplacées ou supprimées. Les vieux bâtiments qui étaient bourrés d'amiante, on veut bien qu'ils les rasent, mais le reste, on le garde !

Pour une vraie répartition du travail !

Ces derniers mois, le nombre et la densité des projets ne cesse de diminuer sur le site, sans qu'on ait aucune explication à ce sujet. La direction se sert de cette baisse d'activité pour justifier les mobilités contraintes, les transferts de services, les fermetures de bâtiments. Dans les périodes où il y a moins de travail, qu'on le répartisse entre tous. Mais il n'y a aucune raison qu'on nous fasse valser d'un poste à l'autre, voire d'un centre à l'autre pour les beaux yeux de la direction.

La technique du salami

Pour éviter que les salariés du site de Rueil se regroupent et décident ensemble de l'avenir du site, la direction continue sa politique des « paquets de dix » : un morceau de service par-ci, un autre par là, petit à petit ce sont des étages entiers qui se vident. C'est la « technique du salami ».

Entre autres manœuvres de grand style, on trouve le transfert d'un service entier à Lardy. Le démontage moteur et l'analyse, qui se font à Rueil, sont sur la touche : la direction voudrait les passer à Lardy, avec les bancs d'essais. Au nom du « grand pôle Rueil-Lardy », plusieurs mobilités forcées au programme. A nous d'enrayer le moteur !

Prime de panier et panier de crabe

La prime de panier n'est toujours pas versée à tous les salariés TFN du Technocentre, qui la réclament pourtant depuis plus de trois mois. Les crabes de la direction font tout pour les décourager. Dernière invention en date : ils ne retrouveraient pas le protocole d'accord qui instaure cette prime ! Déjà qu'ils sont payés au lance-pierres (moins de 10 euros bruts par heure), leur voler la prime de panier est de l'escroquerie pure et simple. Mais les collègues du nettoyage sont déterminés à ne pas se laisser faire.

Des vœux bateau

Comme chaque année, c'est la saison des vœux de la direction. Ghosn a une idée fixe : le Free Cash Flow. Et Tavares reste adepte des métaphores marines : dans la « tempête », « nous sommes parvenus à garder le bateau à flots et encore manœuvrable ». Un bateau ? Non, une galère : tais-toi et rame !

Argent facile

La vente de la participation de Renault chez Volvo AB a rapporté 1,5 milliards d'euros. De quoi augmenter les salaires et créer des emplois !

Vous avez dit crise ?

L'action Renault a grimpé de 51,8 % en 2012. Les boursicoteurs vont bien : merci pour eux.

Requiem pour l'arrière garde

Ce week-end la capitale a été envahie de cortèges religieux organisant parfois des prières en pleine rue. Cette fois, loin de crier au loup, la droite et l'extrême-droite y ont apporté leur onction. Il faut dire qu'on avait affaire à la grande marche funèbre de tout ce que le pays compte d'homophobes déguisés en défenseurs de la famille.

Un mauvais remake des manifestations contre le PACS qui est l'occasion de rappeler que l'égalité des droits, ça ne se discute pas.